

L'EMPLOI INTÉRIMAIRE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2014 : en forte baisse

À la fin du 1^{er} trimestre 2014, 517 400 salariés sont intérimaires, soit une baisse de 26 200 postes par rapport au trimestre précédent (-4,8 %). Cette forte baisse fait suite à une forte hausse : +4,4 % au 4^e trimestre 2013.

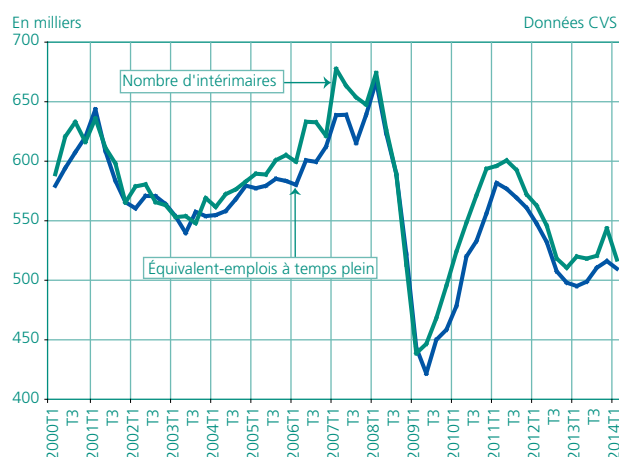
Au 1^{er} trimestre 2014, les effectifs intérimaires diminuent dans tous les secteurs : dans l'industrie (-1,5 %, soit -3 500 postes), dans la construction (-10,4 %, -12 300 postes) et dans le tertiaire (-5,3 %, -10 200 postes).

L'emploi salarié des secteurs concurrentiels est stable hors intérim et baisse lorsque l'on ajoute l'intérim (-0,1 %).

Au cours du 1^{er} trimestre 2014, le volume de travail temporaire en équivalent-emplois à temps plein baisse de 1,2 %. Le nombre de contrats conclus augmente de 1,9 %. La durée moyenne des missions augmente de 2,2 % pour s'établir à 1,8 semaine.

À la fin du 1^{er} trimestre 2014, on dénombre 517 400 intérimaires en France métropolitaine (graphique 1, tableau 1), représentant 2,9 % des salariés des secteurs concurrentiels. Le nombre de postes d'emploi intérimaire diminue de 26 200 ce trimestre (-4,8 %). Cela fait suite à une hausse de 23 000 postes au 4^e trimestre 2013, qui avait porté l'augmentation sur l'ensemble de l'année 2013 à 33 200 postes (+6,5 %). Auparavant, l'emploi intérimaire avait diminué continûment pendant six trimestres consécutifs, de la fin du 2^e trimestre de 2011 à la fin du 4^e trimestre de 2012, au cours desquels 90 200 postes d'intérimaires ont été détruits.

Graphique 1 • Volume de travail temporaire en équivalent-emplois à temps plein et nombre d'intérimaires en fin de trimestre



Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Champ : France métropolitaine.

Tableau 1 • 517 400 intérimaires à la fin du 1^{er} trimestre 2014

Données CVS



	Évolution trimestrielle (en %)				Niveau (en milliers)	Évolution annuelle (en %)	
	2013						2014
	T1	T2	T3	T4	T1		
Intérimaires en fin de trimestre.....	1,9	-0,3	0,4	4,4	-4,8	517,4	-0,5
Contrats conclus	-0,2	1,1	5,4	-3,4	1,9	4 097,4	5,0
Équivalent-emplois à temps plein	-0,6	0,7	2,3	1,1	-1,2	509,7	2,9

Champ : France métropolitaine.

Source : Dares,
exploitation des fichiers
Pôle emploi
des déclarations
mensuelles des
agences d'intérim.

Hors intérim, l'emploi salarié des secteurs concurrentiels (hors agriculture et hors activités extra-territoriales) progresse de 1 100 postes au 1^{er} trimestre 2014 (+0,0 %), après une hausse de 18 300 postes au 4^e trimestre 2013 (+0,1 %) et une baisse de 9 100 postes (-0,1 %) le trimestre précédent. Une fois inclus les intérimaires (1), l'emploi salarié perd 24 900 postes (-0,1 %) au 1^{er} trimestre 2014, après une hausse de 41 000 postes au trimestre précédent (+0,2 %), une diminution de 6 600 postes (-0,0 %) au 3^e trimestre et une suppression de 32 800 postes (-0,2 %) au 2^e trimestre de 2013. Au total, sur un an, entre la fin du 1^{er} trimestre 2013 et la fin du 1^{er} trimestre 2014, l'emploi salarié (y compris intérim) a diminué de 23 300 postes, soit -0,1 %.

Le volume de travail temporaire diminue de 1,2 % (-6 300 ETP) au 1^{er} trimestre 2014, pour s'établir à 509 700 équivalent-emplois à temps plein (ETP). Cette baisse fait suite à trois trimestres consécutifs de hausse : +1,1 % (+5 500 ETP) au 4^e trimestre 2013, +2,3 % (+11 700 ETP) au 3^e trimestre et +0,7 % (+ 3 700 ETP) au 2^e trimestre 2013.

Industrie : l'intérim repart à la baisse

À la fin du 1^{er} trimestre 2014, 227 900 intérimaires sont employés dans le secteur de l'industrie (tableau 2). Cela représente une diminution de 3 500 postes (-1,5 %), après une augmentation de 15 200 postes entre le 4^e trimestre 2012 et le 4^e trimestre 2013 (+7,0 %). Cette hausse faisait suite à six trimestres de baisse de l'intérim industriel. Entre la fin du 2^e trimestre 2011 et la fin du 4^e trimestre 2012, 58 100 postes d'intérimaires avaient été détruits dans l'industrie.

L'emploi salarié hors intérim dans l'industrie recule au 1^{er} trimestre 2014 (-7 200 postes, soit -0,2 %), après une réduction de 8 600 postes (soit -0,3 %) le trimestre précédent (tableau 3). Après intégration de l'intérim, l'effectif salarié diminue dans l'industrie au 1^{er} trimestre 2014 (-0,3 %, soit -10 800 postes), après être resté stable au dernier trimestre 2013 (+0,0 %).

(1) Intérimaires dans l'agriculture exclus.

POUR COMPRENDRE CES RÉSULTATS

Les sources

Intérim : Pôle emploi recense les missions d'intérim déclarées par les agences de travail temporaire. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Les statistiques relatives au mois M sont fondées sur les relevés de missions adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire avant la fin du mois M+2. Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (<http://www.travail-emploi.gouv.fr>).

Emploi salarié hors intérim : l'emploi salarié retenu est l'estimation trimestrielle Insee-Dares, qui inclut depuis septembre 2006 les secteurs de l'administration, de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale ; l'agriculture fait l'objet d'une évaluation particulière.

Les révisions

Les données (nombre d'intérimaires en fin de trimestre, équivalent-emplois à temps plein et contrats conclus) sont révisées trimestriellement en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Quelques définitions

Intérimaires en fin de trimestre : nombre de personnes intérimaires mesuré à partir du nombre d'intérimaires du recensement de la population, effectué par l'Insee, que l'on fait évoluer comme la moyenne du nombre de contrats en cours pendant les cinq derniers jours ouvrés du trimestre. Il s'agit du nombre de personnes dont l'emploi principal est un emploi intérimaire. Ces intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur, alors que dans les estimations trimestrielles d'emploi salarié Insee-Dares, ils sont classés dans le secteur tertiaire.

Contrats conclus au cours du trimestre : missions dont la date de début appartient au trimestre.

Durée moyenne des missions : moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Équivalent-emplois à temps plein sur le trimestre : rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées d'un trimestre. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. À l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel. Remarque : l'équivalent-emplois à temps plein est théoriquement égal au produit du nombre de missions par la durée moyenne, exprimée en nombre de trimestres, des missions ; du fait du chevauchement de certaines missions entre plusieurs trimestres, cette égalité n'est pas exactement respectée.

L'équivalent-emplois à temps plein mesure un volume de travail en intérim. On pourra d'ailleurs parler de « volume de travail temporaire » pour désigner cet indicateur. Le nombre de contrats conclus et le nombre d'intérimaires privilégient respectivement une analyse en termes de flux et de stock en fin de trimestre. Ces trois indicateurs peuvent évoluer de manière différente selon la répartition des missions au cours du trimestre.

Taux de recours à l'intérim : rapport des intérimaires à l'emploi salarié, y compris intérim, en fin de trimestre.

Depuis septembre 2009, la nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la nomenclature d'activités française (Naf rév.2).

La part des intérimaires dans l'emploi salarié de l'industrie diminue légèrement: elle s'établit à 6,7 % à la fin du 1^{er} trimestre 2014, soit une diminution de 0,1 point par rapport au trimestre précédent.

Au 1^{er} trimestre 2014, l'emploi intérimaire repart à la baisse dans la « fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac », -1,6 % (-700 postes), après +5,1 % (+2 100 postes) au trimestre précédent; dans la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines », -3,1 % (-1 100 postes), après +3,9 % au 4^e trimestre 2013 (+1 300 postes); dans la « fabrication de matériels de transports », -2,7 % (-800 postes), après +6,2 % (+1 600 postes) au trimestre précédent; dans la « fabrication d'autres produits industriels », -0,5 % (-500 postes), après +4,0 % (+4 100 postes) au dernier trimestre de 2013 et, enfin, dans le secteur des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution », -2,6 % (-500 postes), après +2,6 % (+500 postes) au 4^e trimestre 2013.

Au 1^{er} trimestre 2014, l'emploi salarié hors intérim poursuit sa baisse dans la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines », -0,1 % (-500 postes), après -0,3 % au 4^e trimestre 2013 (-1 500 postes); dans la « fabrication de matériels de transports », -0,7 % (-2 500 postes), après -0,5 % (-1 700 postes) au trimestre précédent; dans la « fabrication d'autres produits industriels », -0,4 % (-5 400 postes) comme au dernier trimestre de 2013 et enfin dans la « cokéfaction et raffinage » (-0,8 %). Il continue à augmenter légèrement dans la « fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac », de +0,1 % (+600 postes), comme au trimestre précédent. Enfin l'emploi salarié hors intérim repart à la hausse dans le secteur des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution » (+0,2 % et +700 postes contre -0,2 % et -500 postes au 4^e trimestre 2013).

L'emploi salarié industriel y compris intérim se stabilise dans la « fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac » (-0,0 % soit -100 postes), après +0,5 % (+2 600 postes) au 4^e trimestre 2013. L'emploi salarié industriel y compris intérim baisse à nouveau dans la « cokéfaction et le raffinage » (-1,0 %), dans la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines » (-0,3 %), dans la « fabrication de matériels de transports » (-0,8 %) et dans la « fabrication d'autres produits industriels » (-0,4 %). Il repart légèrement à la hausse dans le secteur des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution » (+0,1 % soit +200 postes).

En ETP, le volume de travail temporaire dans l'industrie augmente pour le quatrième trimestre consécutif: +0,8 % au 1^{er} trimestre 2014,

après +1,4 % au 4^e trimestre 2013, +1,2 % au 3^e trimestre et +1,1 % au 2^e trimestre (tableau 4).

Le nombre de contrats conclus augmente de 4,4 % tandis que la durée moyenne des missions augmente de 2,8 % pour s'établir à 2,1 semaines.

Construction : l'intérim baisse fortement

À la fin du 1^{er} trimestre 2014, la construction emploie 105 900 intérimaires, lesquels représentent 7,1 % de l'ensemble des salariés du secteur. Leur effectif diminue fortement (-10,4 % et -12 300 postes), après quatre trimestres consécutifs à la hausse (+6 200 postes soit +5,5 % sur l'année 2013).

Au 1^{er} trimestre 2014, l'emploi salarié hors intérim dans la construction diminue de 0,3 % (4 300 postes). Il s'agit du huitième trimestre consécutif à la baisse (49 200 postes supprimés depuis la fin du 1^{er} trimestre 2012).

Une fois intégrés les intérimaires, l'emploi dans la construction décroît de 1,1 % ce trimestre (-16 600 postes).

Le volume de travail intérimaire en équivalent-emplois à temps plein dans la construction diminue fortement (-5,2 % et -5 700 ETP), après une diminution plus faible au 4^e trimestre de 2013 (-1,0 % et -1 100 ETP). Le nombre de contrats conclus augmente légèrement (+0,6 %) tandis que la durée moyenne des missions diminue légèrement (-0,1 %) pour s'établir à 2,5 semaines.

Tertiaire : l'intérim diminue fortement

À la fin du 1^{er} trimestre 2014, 180 800 intérimaires sont employés dans le secteur tertiaire. Ceux-ci représentent 1,4 % de l'ensemble des salariés de ce secteur. L'intérim diminue de 10 200 postes (-5,3 %), après une augmentation de 11 800 postes (+6,6 %) au 4^e trimestre 2013. De la fin du 3^e trimestre 2012 au 3^e trimestre 2013, l'effectif intérimaire dans le tertiaire avait globalement peu évolué (+ 500 postes).

L'emploi salarié dans le tertiaire hors intérim augmente de 0,1 % (+ 12 600 postes) après +0,3 % (+32 400 postes) au 4^e trimestre et +0,1 % (+8 700 postes) au 3^e trimestre 2013. En intégrant l'intérim, l'emploi augmente très légèrement, de +0,0 % (+2 400 postes), après +0,3 % (+44 300 postes) au trimestre précédent.

Au 1^{er} trimestre 2014, l'emploi intérimaire repart à la baisse dans le « commerce; réparation d'automobiles et de motocycles » (-5,3 % et -2 700 postes après +8,5 % et +4 100 postes au trimestre précédent), dans le « transports et l'entreposage » (-6,7 % et -4 000 postes, après +8,9 % et +4 800 postes au 4^e trimestre 2013),

dans l'« hébergement et la restauration » (-4,3 % et -400 postes, après +2,1 % et +200 postes au précédent trimestre), dans les « activités financières et d'assurance » (-6,2 % et -500 postes, après +12,1 % et +900 postes), dans les « activités scientifiques et techniques; les services administratifs et de soutien » (-5,3 % et -2 200 postes, après +3,6 % et +1 400 postes au 4^e trimestre 2013) et, enfin, dans l'« administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale » (-3,9 % et -400 postes, après +4,5 % et +400 postes au trimestre précédent).

L'intérim continue d'augmenter dans les « autres activités de services » (+0,7 %, après +2,9 % au 4^e trimestre 2013). Au contraire, il diminue à nouveau dans les « activités immobilières » (-0,7 %, après -0,9 %) et dans l'« information et communication » (-1,1 %, après -1,8 % au 4^e trimestre 2013).

Hors intérim, au 1^{er} trimestre 2014, l'emploi salarié augmente à nouveau dans le « commerce; réparation d'automobiles et de motocycles » (+0,1 % et +2 600 postes, après +0,3 % et +8 600 postes) et dans les « activités scientifiques et techniques; services administratifs et de soutien » (+0,5 % et +12 400 postes, après +0,3 % et +7 400 postes). Il repart à la hausse dans les « autres activités de services » (+0,2 % et +2 100 postes, après -0,1 % et -1 000 postes au trimestre précédent) et l'« information et communication » (+0,4 % et +2 600 postes, contre -0,2 % et -1 700 postes au 4^e trimestre 2013). Il se stabilise dans l'« hébergement et la restauration » et les « activités

financières et d'assurance ». Il repart à la baisse dans le secteur de l'« administration publique, de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale » (-0,2 % et -3 400 postes, après +1,0 % et +20 300 postes). Enfin, l'emploi salarié hors intérim continue de baisser dans les « transports et entreposage » (-0,3 % et -3 400 postes, après -0,1 % et -800 postes au trimestre précédent) et dans les « activités immobilières » (-0,2 % et -600 postes, après -0,1 % et -300 postes).

En prenant en compte l'intérim, les mêmes évolutions sont observées pour ce trimestre, à l'exception d'une baisse de l'emploi salarié y compris intérim dans les « activités financières et d'assurance » et d'une stabilisation dans le secteur du « commerce; réparation d'automobiles et de motocycles ».

En équivalent-emplois à temps plein, le travail intérimaire dans le tertiaire diminue de 1,3 % au 1^{er} trimestre 2014, après +2,0 % au trimestre précédent.

La durée moyenne des missions augmente également dans le tertiaire au 1^{er} trimestre 2014 (+1,9 %) pour s'établir à 1,3 semaine. Le nombre de contrats conclus augmente de 0,4 %.

Guillaume LEBRAULT (Dares).

Tableau 2 • Effectifs d'intérimaires et taux de recours à l'intérim

Données CVS



Secteur d'activité en nomenclature NA	Intérimaires				Recours à l'intérim	
	Évolution trimestrielle (en %)		Niveau (en milliers)	Évolution annuelle (en %)	Taux (en %)	Évolution trimestrielle (en points)
	2013 T4	2014 T1	2014 T1	2014 T1	2014 T1	2014 T1
AZ : Agriculture	9,8	-4,9	2,7	0,4	1,2	-0,1
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	5,1	-1,6	42,5	-5,7	7,2	-0,1
C2 : Cokéfaction et raffinage	-2,0	-5,9	0,3	-16,0	3,3	-0,2
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3,9	-3,1	33,5	1,2	7,1	-0,2
CI : Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	5,0	-0,8	7,2	1,0	5,0	-0,1
CJ : Fabrication d'équipements électriques	2,7	-3,9	10,3	-1,4	8,3	-0,3
CK : Fabrication de machines et équipements n.c.a.	4,3	-3,6	16,0	2,9	7,9	-0,2
C4 : Fabrication de matériels de transport	6,2	-2,7	27,5	8,4	7,2	-0,1
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	4,0	-0,5	106,9	5,4	6,8	0,0
CB : Fabrication textiles, industries habillement, cuir et chaussure ...	5,5	-2,7	4,8	5,8	4,2	-0,1
CC : Travail du bois, industries du papier et imprimerie	6,1	-1,0	12,0	0,1	5,9	0,0
CE : Industrie chimique	4,2	1,5	10,4	1,0	6,9	0,1
CF : Industrie pharmaceutique	-1,2	1,2	5,8	-6,8	6,8	0,1
CG : Fab. produits en caoutchouc et plastique et autres produits minéraux non métalliques	2,6	0,2	24,9	9,3	8,3	0,1
CH : Métallurgie et fabrication de produits métalliques sauf machines et équipements	4,7	-1,6	31,6	10,1	7,6	-0,1
CM: Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	4,3	0,0	17,4	3,1	5,9	0,0
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,6	-2,6	17,1	-3,3	4,5	-0,1
BZ : Industries extractives	4,9	-2,9	1,7	9,4	6,7	-0,2
DZ : Prod. et distribution électricité, gaz, vapeur et air conditionné.	-4,6	-0,5	3,9	-10,6	2,3	0,0
EZ : Production et distribution eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	5,0	-3,3	11,5	-2,2	6,2	-0,2
FZ : Construction	1,1	-10,4	105,9	-6,3	7,1	-0,7
GZ : Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	8,5	-5,3	48,9	3,5	1,6	-0,1
45 : Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	5,2	2,9	3,2	10,3	0,9	0,0
46 : Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	8,3	-5,0	27,7	0,2	2,8	-0,1
47 : Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	9,5	-7,0	17,9	7,8	1,0	-0,1
HZ : Transports et entreposage	8,9	-6,7	55,3	1,2	4,0	-0,3
IZ : Hébergement et restauration	2,1	-4,3	8,3	-4,4	0,8	0,0
JZ : Information et communication	-1,8	-1,1	5,4	-1,9	0,8	0,0
JA : Édition, audiovisuel et diffusion	8,3	-13,6	0,7	-14,9	0,3	-0,1
JB : Télécommunications	-6,6	-3,0	1,1	-1,4	0,8	0,0
JC : Activités informatiques et services d'information	-2,3	2,5	3,6	1,0	1,0	0,0
KZ : Activités financières et d'assurance	12,1	-6,2	8,1	-2,3	0,9	-0,1
LZ : Activités immobilières	-0,9	-0,7	2,1	0,3	0,9	0,0
MN: Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	3,6	-5,3	38,7	-1,1	1,6	-0,1
MA: Activités juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques	2,1	-4,5	13,4	-2,4	1,4	-0,1
MB : Recherche-développement scientifique	2,2	-0,3	1,4	-1,1	0,8	0,0
MC: Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	5,7	-0,2	2,4	3,1	1,1	0,0
NZ : Activités de services administratifs et de soutien	4,4	-6,7	21,5	-0,7	1,9	-0,1
OQ: Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	4,5	-3,9	9,2	-8,5	0,5	0,0
OZ : Administration publique	-3,0	-22,4	0,9	-23,9	0,4	-0,1
PZ : Enseignement	12,4	-15,1	2,0	-9,0	0,7	-0,1
QA : Activités pour la santé humaine	3,9	5,3	3,4	-9,3	0,7	0,0
QB : Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	2,2	2,9	2,9	-0,8	0,3	0,0
RU : Autres activités de services	2,9	0,7	4,9	-9,7	0,4	0,0
RZ : Arts, spectacles et activités récréatives	1,6	-4,9	1,0	-10,3	0,4	0,0
STU: Autres activités de services (y compris particuliers employeurs et activités extra-territoriales)	3,3	2,4	3,9	-9,5	0,4	0,0
Agriculture	9,8	-4,9	2,7	0,4	1,2	-0,1
Industrie	4,3	-1,5	227,9	2,1	6,7	-0,1
Construction	1,1	-10,4	105,9	-6,3	7,1	-0,7
Tertiaire	6,6	-5,3	180,8	-0,1	1,4	-0,1
Ensemble des secteurs	4,4	-4,8	517,4	-0,5	2,9	-0,1

Sources : Insee, estimations d'emploi ; Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Champ : France métropolitaine.

Tableau 3 • Effectifs de salariés des secteurs concurrentiels par secteur d'activité utilisateur

Données CVS



Secteur d'activité en nomenclature NA	Emploi hors intérim				Emploi y compris intérim			
	Évolution trimestrielle (en %)		Niveau (en milliers)	Évolution annuelle (en %)	Évolution trimestrielle (en %)		Niveau (en milliers)	Évolution annuelle (en %)
	2013 T4	2014 T1	2014 T1	2014 T1	2013 T4	2014 T1	2014 T1	2014 T1
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	0,1	0,1	546,8	-0,3	0,5	0,0	589,4	-0,7
C2 : Cokéfaction et raffinage	-0,4	-0,8	9,6	-6,0	-0,5	-1,0	9,9	-6,4
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	-0,3	-0,1	436,3	-1,5	0,0	-0,3	469,8	-1,4
CI : Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques.....	-0,4	0,6	136,1	-0,5	-0,1	0,5	143,3	-0,4
CJ : Fabrication d'équipements électriques	-0,4	-0,4	113,0	-2,5	-0,1	-0,7	123,3	-2,4
CK : Fabrication de machines et équipements n.c.a.	-0,3	-0,5	187,1	-1,8	0,1	-0,7	203,2	-1,4
C4 : Fabrication de matériels de transport	-0,5	-0,7	355,6	-2,5	0,0	-0,8	383,2	-1,8
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	-0,4	-0,4	1 455,3	-1,9	-0,1	-0,4	1 562,2	-1,4
CB : Fabrication textiles, industries habillement, cuir et chaussure	-0,4	-0,7	107,2	-3,0	-0,2	-0,8	112,0	-2,6
CC : Travail du bois, industries du papier et imprimerie	-0,7	-0,8	191,4	-3,1	-0,4	-0,8	203,4	-2,9
CE : Industrie chimique	-0,1	0,0	140,0	-0,6	0,2	0,1	150,4	-0,4
CF : Industrie pharmaceutique	0,3	-0,8	78,7	-1,1	0,2	-0,6	84,5	-1,5
CG : Fab. produits en caoutchouc et plastique et autres produits minéraux non métalliques.....	-0,5	-0,5	276,1	-2,1	-0,2	-0,4	301,0	-1,3
CH : Métallurgie et fabrication de produits métalliques sauf machines et équipements.....	-0,3	-0,1	385,6	-1,5	0,1	-0,2	417,2	-0,8
CM : Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements.....	-0,5	-0,2	276,2	-1,7	-0,2	-0,2	293,6	-1,5
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-0,2	0,2	366,2	-0,1	0,0	0,1	383,3	-0,2
BZ : industries extractives	-0,5	-0,2	23,0	-1,9	-0,1	-0,4	24,6	-1,2
DZ : Prod. et distribution électricité, gaz, vapeur et air conditionné.....	0,0	0,6	168,7	0,9	-0,1	0,5	172,6	0,6
EZ : Production et distribution eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution.....	-0,2	-0,1	174,5	-0,8	0,1	-0,3	186,0	-0,9
FZ : Construction	-0,4	-0,3	1 390,1	-1,5	-0,3	-1,1	1 496,1	-1,8
GZ : Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	0,3	0,1	3 010,1	-0,1	0,4	0,0	3 059,0	0,0
45 : Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	-0,1	-0,3	362,0	-1,7	0,0	-0,3	365,2	-1,6
46 : Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles.....	0,0	0,0	952,6	-0,7	0,2	-0,2	980,3	-0,7
47 : Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	0,5	0,2	1 695,5	0,6	0,6	0,1	1 713,4	0,7
HZ : Transports et entreposage	-0,1	-0,3	1 341,6	-0,5	0,3	-0,5	1 396,9	-0,5
IZ : Hébergement et restauration	-0,1	0,0	973,7	-0,3	-0,1	0,0	982,0	-0,3
JZ : Information et communication	-0,2	0,4	708,1	0,7	-0,3	0,4	713,5	0,7
JA : Édition, audiovisuel et diffusion	-0,6	0,6	207,7	0,4	-0,6	0,5	208,4	0,3
JB : Télécommunications.....	-0,5	-0,6	134,0	-0,7	-0,6	-0,6	135,1	-0,7
JC : Activités informatiques et services d'information.....	0,1	0,6	366,4	1,5	0,0	0,6	370,0	1,5
KZ : Activités financières et d'assurance	0,1	0,0	847,0	0,4	0,2	-0,1	855,0	0,4
LZ : Activités immobilières	-0,1	-0,2	232,1	-0,8	-0,1	-0,2	234,1	-0,8
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	0,3	0,5	2 412,5	1,1	0,4	0,4	2 451,2	1,1
MA : Activités juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques.....	4,4	-4,8	517,4	-0,5	4,4	-4,8	530,8	-0,5
MB : Recherche-développement scientifique	0,0	0,3	162,8	0,4	0,0	0,3	164,2	0,4
MC : Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques.....	1,1	0,6	212,2	1,5	1,2	0,6	214,7	1,5
NZ : Activités de services administratifs et de soutien ..	-0,1	0,4	1 089,8	0,5	0,0	0,3	1 111,3	0,4
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,0	-0,2	1 975,8	1,1	1,1	-0,2	1 985,0	1,0
OZ : Administration publique	-0,1	-0,6	219,5	-1,4	-0,1	-0,7	220,4	-1,5
PZ : Enseignement.....	2,8	0,4	309,7	2,2	2,8	0,3	311,7	2,1
QA : Activités pour la santé humaine	0,0	0,0	497,8	0,2	0,0	0,0	501,1	0,2
QB : Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	1,3	-0,3	948,9	1,8	1,3	-0,3	951,8	1,8
RU : Autres activités de services	-0,1	0,2	1 278,8	0,3	-0,1	0,2	1 283,8	0,3
RZ : Arts, spectacles et activités récréatives	-1,1	0,9	273,1	0,1	-1,1	0,9	274,2	0,1
STU : Autres activités de services (y compris particuliers employeurs et activités extra-territoriales)	-0,2	0,0	1 001,7	0,0	-0,2	0,0	1 005,6	-0,1
Industrie	-0,3	-0,2	3 169,8	-1,4	0,0	-0,3	3 397,8	-1,2
Construction	-0,4	-0,3	1 390,1	-1,5	-0,3	-1,1	1 496,1	-1,8
Tertiaire	0,3	0,1	12 779,7	0,4	0,3	0,0	12 960,5	0,4
<i>Dont tertiaire marchand (GZ-LZ, MN, RU).....</i>	0,1	0,1	10 803,8	0,2	0,2	0,1	10 975,4	0,2
Ensemble des secteurs concurrentiels	0,1	0,0	17 339,6	-0,1	0,2	-0,1	17 854,3	-0,1

Sources : Insee, estimations d'emploi ; Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Champ : France métropolitaine.

Tableau 4 • Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur au 1^{er} trimestre 2014

Données CVS



Secteur d'activité en nomenclature NA	Contrats conclus			Equivalent-emplois à temps plein			Durée moyenne des missions		
	Niveau	Évolution trimestrielle	Évolution annuelle	Niveau	Évolution trimestrielle	Évolution annuelle	Durée	Évolution trimestrielle	Évolution annuelle
	(en milliers)	(en %)	(en %)	(en milliers)	(en %)	(en %)	(en semaines)	(en %)	(en %)
AZ : Agriculture.....	22,5	0,0	-0,2	2,6	-2,1	7,0	1,6	5,8	15,1
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	523,3	2,1	3,6	42,9	2,0	-1,2	1,1	2,8	-0,2
C2 : Cokéfaction et raffinage	1,1	7,0	-23,2	0,3	-5,9	-17,8	4,2	-15,8	8,2
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	133,1	9,8	13,3	32,3	-0,1	3,7	3,5	0,3	-1,9
CI : Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques.....	25,2	12,3	11,8	6,9	1,1	2,2	3,9	0,6	-5,0
CJ : Fabrication d'équipements électriques	40,6	2,3	5,1	9,9	-1,6	0,0	3,4	3,6	2,5
CK : Fabrication de machines et équipements n.c.a.	67,2	13,8	19,5	15,5	0,4	6,9	3,3	-3,3	-2,4
C4 : Fabrication de matériels de transport.....	80,6	8,1	17,7	26,8	0,0	11,5	4,3	-4,7	-13,7
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	680,7	6,0	12,3	102,1	1,0	7,3	2,6	2,6	1,6
CB : Fabrication textiles, industries habillement, cuir et chaussure.....	29,5	-0,1	16,0	4,4	0,0	7,9	2,1	1,7	-3,3
CC : Travail du bois, industries du papier et imprimerie	109,6	6,7	4,3	11,6	3,0	0,5	1,4	2,8	0,8
CE : Industrie chimique.....	71,0	6,8	7,8	10,3	3,8	3,8	2,0	3,7	-1,5
CF : Industrie pharmaceutique	24,7	1,8	-0,5	5,7	0,2	-3,8	3,1	0,0	1,3
CG : Fab. produits en caoutchouc et plastique et autres produits minéraux non métalliques.....	189,0	6,5	18,5	24,0	1,1	12,7	1,7	0,7	-1,9
CH : Métallurgie et fabrication de produits métalliques sauf machines et équipements.....	161,6	6,4	15,5	29,6	-0,4	11,4	2,6	2,6	1,6
CM : Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements.....	95,2	6,1	11,2	16,6	1,1	4,1	2,4	2,8	-3,3
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	156,3	-0,4	1,8	17,7	-0,7	-3,1	1,5	5,0	-2,0
BZ : Industries extractives	8,1	3,3	10,5	1,6	0,5	8,3	2,8	5,5	2,2
DZ : Prod. et distribution électricité, gaz, vapeur et air conditionné.....	5,2	10,1	-1,0	4,1	0,7	-11,5	11,5	2,0	-8,1
EZ : Production et distribution eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	143,1	-0,9	1,4	12,0	-1,3	-1,2	1,1	2,3	0,3
FZ : Construction	574,3	0,6	7,3	104,7	-5,2	0,6	2,5	-0,1	-1,3
GZ : Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	471,4	0,8	5,0	48,2	-1,1	5,2	1,4	2,3	2,8
45 : Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles.....	21,4	2,3	15,6	3,2	1,4	9,2	2,0	1,7	-5,0
46 : Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	215,4	2,1	5,1	27,7	-0,3	3,6	1,7	1,7	1,1
47 : Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	234,6	-0,6	4,1	17,3	-2,7	7,1	1,0	2,1	6,1
HZ : Transports et entreposage	584,4	-0,8	3,1	55,0	-1,9	3,5	1,3	2,6	3,3
IZ : Hébergement et restauration	195,3	0,3	2,6	8,5	-1,4	0,4	0,6	-0,8	-1,6
JZ : Information et communication	27,9	1,6	1,4	5,3	-2,3	0,8	2,6	-1,0	-1,4
JA : Édition, audiovisuel et diffusion	6,8	3,6	-1,9	0,7	-1,3	-9,1	1,5	-5,0	-13,0
JB : Télécommunications.....	3,7	-5,9	16,8	1,0	-8,1	0,2	3,8	-5,2	-14,7
JC : Activités informatiques et services d'information.....	17,4	2,5	0,0	3,5	-0,6	3,4	2,7	2,3	3,8
KZ : Activités financières et d'assurance	34,6	1,4	0,5	8,5	0,1	5,0	3,3	2,3	4,8
LZ : Activités immobilières	13,1	-1,9	-7,9	2,1	-2,7	-2,3	2,1	0,0	4,7
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien.....	337,4	-1,1	0,6	37,4	-2,5	-0,4	1,5	2,2	3,5
MA : Activités juridiques, comptables, gestion, architecture, ingénierie, contrôle et analyses techniques.....	94,9	0,4	-3,7	12,9	-2,6	1,0	1,9	1,4	8,4
MB : Recherche-développement scientifique	3,9	2,6	24,3	1,4	1,1	1,9	4,7	-3,5	-15,5
MC : Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques.....	19,1	-8,1	-0,2	2,3	-0,9	-1,0	1,5	5,6	-1,8
NZ : Activités de services administratifs et de soutien	219,4	-1,1	2,2	20,8	-2,9	-1,2	1,3	2,3	2,2
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	193,9	4,8	-6,0	10,0	4,2	-4,0	0,7	2,8	2,9
OZ : Administration publique	8,9	-7,2	28,9	1,0	-8,0	-8,1	1,7	6,2	-20,7
PZ : Enseignement.....	20,6	-0,7	9,1	2,0	-2,0	-2,0	1,3	8,0	-5,9
QA : Activités pour la santé humaine	82,5	10,2	-13,6	3,7	10,8	-8,6	0,6	2,5	2,8
QB : Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement.....	81,9	2,5	-3,6	3,4	5,6	1,7	0,5	3,1	5,1
RU : Autres activités de services.....	67,6	3,6	-2,2	5,2	2,9	-0,4	1,1	4,0	3,6
RZ : Arts, spectacles et activités récréatives	38,5	5,7	0,4	1,4	5,4	-2,0	0,5	0,6	-3,3
STU : Autres activités de services (y compris particuliers employeurs et activités extra-territoriales)	29,1	1,0	-5,4	3,8	2,1	0,1	1,8	7,2	8,8
Agriculture	22,5	0,0	-0,2	2,6	-2,1	7,0	1,6	5,8	15,1
Industrie	1 575,1	4,4	8,5	222,2	0,8	4,5	2,1	2,8	0,7
Construction	574,3	0,6	7,3	104,7	-5,2	0,6	2,5	-0,1	-1,3
Tertiaire	1 925,5	0,4	1,7	180,1	-1,3	2,3	1,3	1,9	3,2
Ensemble des secteurs	4 097,4	1,9	5,0	509,7	-1,2	2,9	1,8	2,2	2,0

Sources : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Champ : France métropolitaine.